

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE  
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LEGALITÉ,  
ET L'ENVIRONNEMENT

Marseille, le

10 FEV. 2020

-----  
BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Mme OUAKI  
Tel - 04.84.35.42.61.  
N° 2020-8 MED

**ARRÊTÉ PREFECTORAL portant mise en demeure  
à l'encontre de la société MB 92 La Ciotat  
située sur la commune de la Ciotat**

\_\_\_\_\_  
**Le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud,  
Préfet du département des Bouches du Rhône**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les éléments transmis par la société MB92 LA CIOTAT par courriel en date du 15 novembre 2019 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 6 janvier 2020 ;

**Vu** les remarques formulées le 21 janvier 2020 par l'exploitant dans le cadre de la démarche contradictoire concernant le présent arrêté préfectoral de mise en demeure ;

**Considérant** que la société MB92 LA CIOTAT exploite une installation de réparation, d'entretien et de peinture de navire au sein des chantiers navals de La Ciotat ;

**Considérant** que les éléments transmis par la société MB92 LA CIOTAT par courriel en date du 15 novembre 2019 confirment que la quantité de peinture susceptible d'être appliquée dans ses installations est supérieure à 100 kg par jour ;

**Considérant** que cette activité est par conséquent soumise à autorisation au titre de la rubrique 2930-2 ou 2940-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que la société MB92 LA CIOTAT ne dispose pas de l'autorisation préfectorale requise pour cette activité ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles L512-1 et R512-1 Code de l'Environnement ;

.../...

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MB92 LA CIOTAT de régulariser sa situation administrative afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône

### **ARRÊTÉ**

**Article 1** - La société MB92 LA CIOTAT, dont le siège social est situé 46 Quai François Mitterrand – 13600 LA CIOTAT, exploitant une installation d'entretien, de réparation et de peinture de navires au sein des chantiers navals de La Ciotat est mise en demeure :

❖ de régulariser la situation administrative de son installation :

- en déposant, **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, auprès du préfet des Bouches-du-Rhône une demande d'autorisation d'exploiter

Ou

- en procédant, **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, à la mise à l'arrêt de ses activités et à la remise en état du site conformément aux dispositions des article R512-39-1 et suivants du code de l'environnement

Ou

- en procédant, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, à la réduction de ses activités en deçà du seuil de l'autorisation pour la rubrique 2930-2 ou 2940-2, et à la déclaration de cette activité ;

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** Conformément à l'article R 421 et s du code de justice administrative, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de MARSEILLE, soit par voie postale, ou par voie dématérialisée à l'adresse : **[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)** dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de cette décision.

**Article 4** – Le présent arrêté sera notifié à la société MB 92 La Ciotat et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

**Article 5-** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 6-**

- la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le Maire de La Ciotat
- la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- le Vice Amiral, Commandant le bataillon des Marins Pompiers de Marseille,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, **10 FEV. 2020**

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale



**Juliette TRIGNAT**